

son être de Fils de Dieu auprès de son Père. C'est l'œuvre de la puissance de Dieu. En Jésus, c'est l'humanité qui est introduite dans l'intimité de Dieu. Une réalité nouvelle et inimaginable commence: la chair et le sang de l'être humain pénètrent dans le Royaume de

Pour autant, nous ne sommes pas encore citoyens du ciel à part entière! Nous le savons, beaucoup de liens nous rattachent aux désirs terrestres. En nous faisant percevoir que le but ultime de notre vie n'est pas sur terre, l'Ascension de Jésus fait grandir en nous le désir du

Le résultat ne se fait pas attendre, note l'évangéliste: ils se rendent assidûment dans le Temple pour bénir et louer Dieu. En ce jour, la fête de l'Ascension du Seigneur nous invite à approfondir ce que représente la perspective du ciel pour les disciples de Jésus. Le Nouveau

de percevoir que si notre monde est transitoire, le ciel est associé à notre terre qui trouvera ainsi son achèvement. Cette fête est un appel à orienter notre liberté vers le Christ. Alors, nous pourrions accueillir le don de l'Esprit de Pentecôte.

OPINION JEAN-PIERRE BOBICHON, ancien fonctionnaire européen

Des citoyens européens

En ce 9 mai 2013, jour anniversaire de la déclaration de Robert Schuman de l'acte fondateur de ce qui est aujourd'hui l'Union européenne, c'est le bon moment de rappeler ce qui peut apparaître une évidence, qu'il ne faut jamais oublier: L'Union européenne c'est d'abord des peuples constituant environ 500 millions de citoyennes et citoyens.

La notion de citoyenneté européenne a été introduite par le traité de Maastricht qui est entré en vigueur en 1993... il y a vingt ans.

Cette année européenne des citoyens (1) précède d'un an la tenue des élections du Parlement européen, prévues dans la période du 22 au 25 mai 2014. En France, ce sera le 25 mai. C'est la bonne occasion d'attirer l'attention sur le droit de vote européen et pour militer afin qu'un grand nombre d'Européens participent à cette échéance politique déterminante.

L'ambition de cette année européenne est aussi d'impliquer et de faire participer à la vie démocratique de l'Union européenne à tous les niveaux les

quelque 500 millions de femmes et d'hommes que constituent les peuples européens.

Il s'agit d'en savoir plus sur les droits qui découlent de la citoyenneté européenne: droit de résider et de travailler dans toute l'Union européenne, droit à la libre circulation et à l'accès aux soins, droit à la perception d'allocations de chômage, à la reconnaissance des qualifications professionnelles, droit à la consommation de biens, etc.

Ces droits acquis dans le cadre de l'exercice du marché intérieur fonctionnent dans toute l'Union européenne depuis le 1^{er} janvier 1993. Ils sont en cours d'actualisation, voire d'extension de leurs capacités d'intervention. Rappelons-nous que le marché unique repose sur quatre grands principes de liberté: libre circulation des citoyens, des biens, des capitaux et des services, autant d'atouts pour retrouver la croissance, le développement économique de nouveaux secteurs d'activité, de nouveaux droits sociaux adaptés...

Et ce n'est pas en pointant du doigt l'Allemagne comme bouc émissaire que l'on

résoudra les problèmes que rencontre l'Union européenne. Des divergences existent, dans l'Union européenne, elles sont le reflet des réalités propres à chaque État membre. Le couple franco-allemand, de par l'histoire même de l'Union européenne, est incontournable, quels que soient les dirigeants de part et d'autre du Rhin qui sont aux manettes.

Stop aux dénigrements sans issue sur le dos de l'Europe pour satisfaire des renoncements idéologiques. Il est plus que temps de revenir à la raison dans l'intérêt des citoyens de l'Union européenne en construisant des solutions politiques négociées, acceptables et durables.

L'Europe se trouve dans une situation délicate. La crise financière, puis économique et sociale renforce encore plus le manque de confiance des citoyens dans les politiques européennes.

La situation de Chypre mais surtout la manière d'y répondre n'ont pas crédibilisé l'Europe que nous voulons. Manque de communication, d'information sur le principe de taxation de l'épargne sans différenciation des montants qui a été acceptée par le président chypriote élu il

L'Acroix du 7/19 mai

« Stop aux dénigrements sans issue sur le dos de l'Europe pour satisfaire des renoncements idéologiques. »

y a environ un mois... et c'est l'Europe qui est montrée du doigt!

Les citoyens chypriotes ont réagi massivement, à juste titre! Du coup, le Parlement chypriote n'a pas accepté le plan proposé, et un aménagement a été prévu pour exempter de taxes les dépôts inférieurs à 100 000 €, ce qui est la règle de l'Union européenne.

Cette année 2013 est l'occasion de tenter de faire en sorte que le grand public soit acteur-citoyen engagé - partout en Europe - en respectant sa

culture, sa langue, ses acquis sociaux, sa gouvernance démocratique... car, comme l'a déclaré José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, « l'époque d'une construction européenne qui se faisait avec l'accord tacite des citoyens est révolue. L'Europe doit être toujours plus démocratique. »